



La formation d'un Parti Ouvrier SAUVONS LES ENFANTS ET LEURS MAMANS!

Toutes les organisations ouvrières de la province de Québec sont convoquées à une conférence qui aura lieu le 3 novembre prochain à Montréal.

L'appel suivant vient d'être adressé par le comité exécutif du Congrès des Métiers et du Travail pour la province de Québec, à toutes les organisations ouvrières, coopératives, agricoles, etc.:

"Le 17 Octobre 1917.

"A la Classe Ouvrière de la Province de Québec, SALUT:—

"A la convention tenue en la Cité d'Ottawa, en septembre dernier, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada, répondant au désir exprimé par un grand nombre d'organisations ouvrières du Dominion, entre autres le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, à l'effet de jeter les bases d'un 'PARTI OUVRIER INDEPENDANT', adopta la résolution suivante, contenue dans le rapport des officiers du Congrès:

"Votre Conseil Exécutif a soigneusement considéré la résolution passée à la convention de Toronto demandant un rapport et une recommandation sur l'opportunité d'établir un Parti Ouvrier dans le Dominion du Canada. On se rappellera qu'à la convention du Congrès à Victoria, en 1906, une politique définie fut établie, par laquelle le Congrès s'engageait à respecter l'autonomie des provinces en ce qui concerne l'organisation ouvrière dans le domaine politique. Cette position fut prise vu la différence des conditions existant dans les différentes parties du Dominion, et qui sont sujettes soit aux croyances religieuses, aux traditions ou autres influences ayant toutes une portée considérable sur l'état psychologique des travailleurs. La poursuite de cette politique n'a pas eu pour résultat d'affaiblir une organisation politique ouvrière vigoureuse et saine, et nous sommes d'avis que le plan d'après lequel le Parti Ouvrier anglais est conduit permet de reconnaître à tout individu la liberté d'accepter un programme varié d'action politique ouvrière et en même temps de s'unir sur une base coopérative pour édifier une organisation politique qui donnera effet aux principes fondamentaux qui sont à la base des demandes de législation faites par les travailleurs.

"C'est pourquoi nous recommandons fermement l'organisation d'un PARTI OUVRIER INDEPENDANT pour le Canada dans le genre du Parti Ouvrier Anglais, et recommandons les organisations ayant des buts similaires à ceux de ces organisations affiliées au Parti Ouvrier Anglais. En vue de donner suite à cette recommandation, nous demandons que l'organisation politique ouvrière dominante dans chaque province appelle une convention des organisations ayant droit de faire parti d'un tel Parti Ouvrier pour se préparer ensemble à une action politique."

"Comme suite à cette résolution, le Conseil Exécutif du Congrès des Métiers et du Travail du Canada vient de prier les comités exécutifs provinciaux de réunir les différents éléments devant constituer le futur Parti Ouvrier du Canada.

"En conséquence, le Comité Exécutif de la Province de Québec convoque en conférence, pour le SAMEDI, 3 novembre 1917, à 2 heures de l'après-midi, au Temple du Travail, 301, rue Saint-Dominique, à Montréal, les Conseils des Métiers et du Travail, unions internationales, nationales et indépendantes, clubs ouvriers, sociétés, cercles et associations, soit socialistes, coopératives, agricoles ou de fabriciens, et toutes autres organisations ayant un caractère semblable, légalement constituées avant le 1er septembre dernier.

"Chaque organisation aura droit à deux (2) représentants. Les organisations désirant se faire représenter à la dite conférence voudront bien remplir les lettres de créance ci-jointes et les présenter au secrétaire du comité exécutif, le 3 novembre avant midi, au Temple du Travail.

"Pour plus amples informations, s'adresser au secrétaire, M. Joseph Gauthier, 276 rue Amherst, Montréal.

"N. ARCAND, Président. JOS. GAUTHIER, Secrétaire. M. WALSH. H. MONETTE."

Les bébés sont privés de lait parce qu'il coûte trop cher. — Le sort des femmes travaillant à l'usine et l'avenir de la race.

Mme Henderson vient de faire une constatation désolante, mais qui était à prévoir, c'est que les tout petits sont devenus la proie de l'anémie et de la chlorose. C'est une pitié de voir sur les figures poupines des traces de lassitude précoce. Leur chair est couleur de cire, et les yeux dilatés par la fièvre dévorant les joues amaigries. L'insuffisance de l'alimentation est évidente, et ces pauvrets se consomment lentement. On les voit assis sur les bords des squares, longtemps immobiles; Tiquée, toujours tiquée... disait une fillette blonde et frêle presque transparente, à sa mère qui lui enjoignait d'aller jouer avec les autres.

Tant que les profiteurs n'ont tiré que sur nous, nous les avons supportés, mais les laisserons-ils exploiter l'enfance? On le voit, le lait manque. Les bébés n'ont plus ce teint blanc et néré, cette chair ferme et appétissante qui sollicite le baiser. Ils souffrent, et si tristement. Pour tromper leur faim, ils rongent leur sucette tout le jour. Il y a des familles de cinq ou six jeunes enfants qui ne peuvent plus acheter qu'une pinte de lait au lieu de deux autrefois. On fait deux soupes avec le même gigot. C'est duper ces frères et sœurs, avec ces aliments qui n'ont aucun suc nutritif. On les bourre de habets composés de viande cuite, dont la substance a déjà été épuisée.

Ce sera un des plus grands maux de cette guerre que les privations imposées aux enfants et dont les conséquences seront l'affaiblissement de la jeune génération, et un retard dans notre évolution.

Il importe de rechercher les causes de cette hausse du lait rendu à treize cents, alors que les animaux sont encore au vert, que la récolte a été bonne, les pâturages abondants et que nous ne sommes pas encore à la saison qui justifie une augmentation de prix. Il faudrait mieux manquer de beurre et de fromage, que de lait.

Les truands ne pensent pas ainsi. Il me semble qu'on est plus obligé à sa peau qu'à sa chemise. Il faut aider les alliés, de toutes nos forces, mais ne pas sacrifier nos enfants. Toutes les

privations, sauf celles qui atteignent ces innocents!

La disette de charbon, la rareté des vivres, le poids de plus en plus accablant de la dette nationale, les tortures morales que nous allons endurer par la dévastation de nos foyers, soit! Nous ne voulons pas détourner nos lèvres du calice d'amertume qui la vie nous présente. Ce qui nous forcerait de dire les paroles du Christ: 'Faites que cette coupe s'éloigne de moi!...' C'est la pensée que les bébés jettent, que leur lait est coupé d'eau, et qu'ils ne tombent pas rassasiés, apaisés, le nez dans leur petit gobelet, au repas du soir! C'est de songer que leur boyaux errent faméliques, qu'on les berce toute la nuit pour calmer leurs gémissements, parce qu'on n'a pas de quoi leur donner à manger. Et cet état de chose est aggravé par le fait que la mère atteinte à la tâche journalière, pour remplacer l'homme depuis le commencement de la guerre, elle-même anémiée, déprimée, et qu'elle ne peut donner à son nourrisson qu'un lait pauvre.

Un économiste s'écriait: 'Puisse la femme accaparée par la vapeur et l'électricité de la fabrication des munitions, rentrer au plus vite à la maison! Point de repos, point de bonheur, point d'ordre possible quand la femme est absente du foyer. La cuisine est peu soignée, la table mal servie, et l'on mange à la diable. Retenue à la fabrique, la mère se néglige et néglige les siens. Les enfants ne sont à présent que des paquets de chiffons malpropres. Fantôme s'étonner de leur apparence chétive, renfermé à double tour en des taudis, sans soleil, sans air, sans tendresse, ils ont la fragilité et le teint exsangne des fleurs poussées dans les caves!'

Comment songer à ces malheureuses mères, sans un serrement de cœur? Il faut avoir connu la torture inconcevable de laisser un jeune bébé à la maison, confié à des mercenaires, avec l'inquiétude de le savoir exposé à tous les dangers, sans pouvoir l'en défendre, pour comprendre le supplice de ces femmes atteintes à la tâche ingrate, dans une atmosphère de poussière et de feu, au milieu du fracas des machines et du essai des métiers. Voyez-les à la sortie des usines, des filatures, exté-

nues, se tenant à peine sur leurs jambes molles comme de la laine!

Quelle effrayante menace pour l'avenir de la race! Sans compter que leur salaire est souvent absorbé en entier par les dépenses d'entretien, de blanchissage, par le salaire payé à une voisine ou par quelque maîtresse de pension d'enfants qui se fait payer grossièrement les soins qu'elle ne donne pas toujours. Ces femmes qui s'occupent d'œuvres sociales, il faudrait les convaincre qu'aucune ne serait plus méritoire que celle qui viendrait en aide aux mères de cet hiver, qui leur permettrait de gagner la vie de la famille, contraindant à aller à la fabrique, à l'atelier, aux manufactures, dans les derniers jours qui précèdent la naissance de leur enfant. Je ne crois pas qu'il y ait de loi pour forcer le patron à user de ménagements à l'égard des femmes enceintes, comme de mettre des sièges à leur disposition, de la réduction graduelle des heures de travail, et la parfaite hygiène des salles, afin de leur faciliter l'accomplissement de ce grand devoir social qui s'appelle la maternité.

Dans l'intérêt de la race, comme par simple devoir d'humanité, il faut arracher la mère et l'enfant aux privations, à la souffrance, les pourvoir d'une nourriture saine et de lait en abondance. Et comme il n'y a pas de refuges pour les femmes honnêtes dans ces conditions pénibles, forçons les hôpitaux à leur ouvrir leurs portes. Il ne faut pas non plus qu'elles se chargent de trop gros travaux, à la veille de l'accouchement, ni hâter les relevailles, ni retourner trop tôt à leur travail pour ne pas compromettre leur santé et celle du nouveau-né. Que de fois, le manque de soins, la mauvaise nourriture, l'abandon, les vomissements à la dégoûtance, à la mort! Nous applaudissons à une association dite 'des mères de famille pour assister les mères et les bébés à domicile.' Mais nous réclamons l'intervention de l'Etat en faveur de la femme et de l'enfant que les rigueurs de l'hiver présente voient à un destin si triste. Obligée de faire un travail d'homme avec un organisme si fragile, si délicat, il faut l'entourer d'un surcroît de protection.

Julien Saint-Michel.

LES JOURNAUX DU PEUPLE

Ils refusent de payer des salaires raisonnables aux ouvriers chargés d'imprimer les articles flatteurs qui leur sont destinés. — "Le Monde Ouvrier" et la grève des prestiers.

La classe ouvrière étant la plus nombreuse, il est de bonne politique pour un journal dont l'appétit des actionnaires réclame un gros tirage, de chercher à gagner la sympathie de cette classe. On s'intitule d'abord "Journal du Peuple" ou quelque chose dans le même genre; puis de temps en temps on s'apitoie sur le sort des malheureux travailleurs, on a l'air de revendiquer leurs droits, quelquefois même on prend franchement leur part. Les lecteurs sont enchantés d'avoir un si ardent et si puissant défenseur. Mais, crac! un beau jour, toutes ces belles illusions s'évanouissent. On apprend avec surprise que le "protecteur des ouvriers", le "défenseur des droits du faible", n'ajoutait point l'acte à la parole, et que le confort, les libertés, les droits qu'il reconnaissait aux employés des autres, il les refusait dans son propre atelier, à ceux-là mêmes qu'il chargeait d'imprimer ses écrits plus ou moins hypocrites.

La grève des ouvriers prestiers nous aura donc révélé le véritable état d'esprit de ces soi-disant amis de l'ouvrier, à qui ils refusent un salaire et des conditions de travail raisonnables. C'est bien beau de prêcher dans un sens, mais c'est indigne d'agir en même temps dans un autre.

Le "Monde Ouvrier" a la prétention de pratiquer ce qu'il prêche. Nous n'avons jamais adopté de titres ronflants, par exemple, comme "La Patrie" pour attirer des lecteurs, mais nos ouvriers n'ont pas besoin de se mettre en grève pour obtenir leur dû. Les méthodes que nous suivons sont vraiment dans l'intérêt de la classe ouvrière; celles de "La Patrie" ne le sont pas. Aussitôt que la demande en fait suite, nos prestiers s'en vont en disant: "La Patrie" refuse encore d'accéder à leurs justes demandes à l'heure où nous écrivons ces lignes. La conclusion est facile.

Ces journaux qui plaignent les ouvriers que le renchérissement des vivres accable, feraient bien mieux d'augmenter les salaires de leurs employés qu'ils n'auraient alors plus besoin de plaindre.

PRINGLE ET HANNA

Le contrôle du papier à journaux et le contrôle des vivres. — Qui gagne? — Qui perd?

M. Pringle est contrôleur du papier à journal, M. Hanna est contrôleur des vivres.

Il y a quelques mois lorsque le prix du papier à journal monta, immédiatement des protestations s'élevèrent, les journaux crièrent à l'abus, et s'adressèrent au gouvernement. Celui-ci nomma M. Pringle pour s'enquérir des causes de cette hausse anormale, et il fixa un prix maximum pour le papier nécessaire aux journaux du Canada.

M. Pringle ouvrit des enquêtes, soumit les fabricants à des visites et des contre-visites, fit faire l'audition de leurs livres, fit subir à ces mêmes fabricants des interrogatoires sévères, et somma même ceux qu'il soupçonnait de n'avoir tenu aucun compte des mesures gouvernementales, devant les tribunaux, où ces cause se plaident actuellement.

Bien avant cela, récemment dès le début de la guerre, c'est-à-dire depuis 3 ans, le prix des vivres commença à augmenter dans des proportions effrayantes, et des protestations violentes s'élevèrent à ce sujet. Depuis plus d'un an surtout, avant même l'augmentation du

prix du papier, le peuple en général, mais surtout l'ouvrier, réclamait du gouvernement des mesures sévères pour enrayer cette hausse continue et exorbitante.

Le gouvernement, a enfin nommé un contrôleur des vivres. Mais celui-ci, à l'encontre de celui du papier, n'a fixé encore aucun prix maximum. Aueu arreté en Conseil n'a encore paru à ce sujet. Aucune poursuite contre les spéculateurs malhonnêtes, contre les accapareurs honteux n'a encore été intentée. Au contraire.

Pourquoi cette différence de façon d'agir entre ces deux contrôleurs? Est-ce manque de volonté de la part de M. Hanna, est-ce incapacité? Est-ce insuffisance de pouvoir?

Dans les deux premiers cas, pourquoi ne pas le débarquer immédiatement au lieu de le conserver, lorsque le sort de tant de malheureux, la vie de tant d'enfants dépendent de la nourriture suffisante et substantielle dont ils ont besoin, nourriture que les parents se trouvent dans l'impossibilité de leur donner aux prix actuels des vivres, et qu'il leur sera encore plus difficile de se procurer

aux prix que nous appréhendons pour cet hiver.

Si c'est insuffisance de pouvoirs, qu'attend donc le gouvernement pour lui en accorder?

Faudrait-il que quantité d'enfants meurent de faim au cours des prochains jours, alors que les vivres seront à des prix inabordable, même pour des bourses aisées, si on n'y porte remède immédiat. Ou bien certains spéculateurs ne se sont-ils pas encore suffisamment enrichis et M. Hanna attend-il qu'ils soient bien gonflés, qu'ils renouent comme des porceux dans leur auge lorsqu'ils sont repus?

Essayons un peu de comparer les deux façons d'agir de ces contrôleurs et voyons ceux qui ont profité, ceux qui ont gagné à leurs façons d'agir, et ceux qui ont perdu, ceux qui sont sacrifiés.

Certes, le prix du papier montait de façon inquiétante. Mais qui aurait perdu à cette hausse? Les propriétaires de journaux? Non.

Quelle aurait été l'influence de cette hausse du papier? Les journaux se seraient vendus 2 sous au lieu d'un sou et les propriétaires y auraient amplement trouvé leur compte.

Ah! j'entends l'objection: 'l'ouvrier aurait payé son journal deux sous. Oui, mais comme c'est une chose qui ne se mange pas, qui subsiste après que l'on s'en est... nourri, un seul journal aurait pu suffire pour toute la famille. Et même si dans chaque famille on avait pris la même quantité de journaux, — un anglais et un français — de l'habitude, l'augmentation eût été de deux cents par jour, soit 1 p.e. du salaire, si nous nous basions sur un salaire de \$2.00 par jour.

Loi de nous l'idée de protester contre cette mesure du gouvernement. Certainement le journal doit avoir sa place dans chaque famille, il y est nécessaire, chez l'ouvrier surtout. Et nous approuvons l'idée de fixer un prix minimum pour le papier nécessaire à son impression, si ce prix laisse un bénéfice suffisant et raisonnable aux fabricants. Nous protestons avec ceux-ci si le prix fixé était trop bas.

Mais au point de vue de l'ouvrier, nous regrettons, que ce prix ait été limité; car il enlève un des arguments aux ouvriers des manufactures de papier à espérer, à réclamer une augmentation de salaire, qui serait cependant la bienvenue dans les temps actuels.

Au point de vue général, si nous comptons, et si nous estimons que le coût de la vie a augmenté de 25 p.e., depuis un an, nous arrivons à constater que pour compenser cette perte, on lui a permis de conserver 1 p.e. de son salaire, soit une perte de 24 p.e. Concluez.

Monsieur, Hanna, lui, a créé des commissions, s'est renseigné... et se renseigne encore. (Il est sans doute destiné à se renseigner toujours).

Mais il oublie que "pendant que l'avoine croît, le cheval érige".

Puis à quoi sert de se renseigner s'il n'agit pas. A quoi sert l'instruction si elle n'est appliquée?

L'IVROGNERIE AUGMENTE MALGRE LA PROHIBITION

Le curé de Shawinigan Falls corrobore les déclarations du "Monde Ouvrier" et dénonce les débits clandestins. — Un article de l'"Action Catholique".

Les déclarations que nous avons faites il y a quelque temps relativement à l'existence de débits clandestins et de bouges dans la ville de Shawinigan Falls, ont eu une répercussion plus considérable que nous n'osions l'espérer. Notre article a fait le sujet d'un sermon à la grand-messe de l'église paroissiale et l'"Action Catholique" a réquisitionné tout son personnel de rédacteurs pour nous répondre. Cela nous démontre d'abord que "Le Monde Ouvrier" est bien et beaucoup lu et que le sujet traité par nous valait vraiment la peine qu'on en parle.

L'"Action Catholique" reconnaît d'abord que la situation n'est pas meilleure maintenant qu'elle ne l'était avant que la prohibition fût établie à Shawinigan Falls. Elle n'ose cependant pas dire qu'elle est plus mauvaise. Cela se comprend; on ne s'accuse pas soi-même. Mais il nous suffit de savoir de la bouche même des "bonnes gens de l'"Action Catholique" que la prohibition n'a amené aucune amélioration appréciable pour que l'inutilité de cette législation arbitraire soit clairement prouvée.

Quant aux bouges dont nous avons signalé l'existence, l'"Action Catholique" prétend que nous faisons erreur dans le chiffre. Nous avons parlé d'une dizaine de maisons de prostitution environ. L'"Action Catholique" soutient qu'il n'y en a pas plus de trois. N'étant pas des habitués de ces sortes d'établissements, nous ne saurions contredire ces messieurs de l'"Action Catholique", qui, d'après le ton catégorique de leur déclaration, feraient croire qu'ils ont fait la visite de tous les lupanars. Nous doutons fort qu'ils aient osé soumettre leur personne à une promiscuité aussi malsaine et aussi dangereuse pour l'état de leur corps et de leur âme. Nous avons rapporté ce qui nous avait été communiqué par des correspondants que nous croyons de bonne foi, mais pas plus eux que nous, probablement, ne sont en mesure d'affirmer le nombre exact des bouges nés de la prohibition.

Il y a un fait certain, c'est que lorsque les hôtels licenciés existaient, les clients regagnaient tranquillement leur logis à l'heure de fermeture légale, c'est-à-dire 11 heures. Maintenant, on peut voir des "poivrots" à toute heure de la nuit, jusqu'au lever du soleil. L'"Action Catholique" prétend que nous cherchons à porter tort à la bonne renommée de la ville et de la population de Shawinigan Falls. Loin de nous, cette idée. Nous pensons, au contraire, représenter les idées de l'élément sain de cette ville, en portant à la connaissance des pouvoirs publics les abus auxquels a donné naissance la prohibition, issue du cerveau des réformistes de l'"Action Catholique" et d'ailleurs. Nous cherchons à prouver que la prohibition ne prohibe rien du tout, fait plus de mal que de bien et nous y réussissons admirablement bien.

Nous comprenons que l'"Action Catholique" hésite à représenter les faits qu'elle connaît sous la forme peut-être un peu brutale que nous leur donnons. Mais ceux qui laissent se perpétuer le crime, sans le dénoncer ne sont-ils pas complices des criminels, et le fait de rester muet devant les ravages du vice ne constitue-t-il pas une coupable apathie? Le mal caché est pire que le mal qui s'étale; ce dernier, au moins, peut être guéri, l'autre, difficilement.

Si l'usage des boissons alcooliques en public était permis, il doit l'être doublement en secret, car il n'est alors soumis à aucune restriction.

La preuve que nous disions la vérité en signalant la fréquence des cas d'ivrognerie à Shawinigan Falls depuis l'établissement de la prohibition, nous est donnée par M. le Curé de Shawinigan Falls, en personne.

En effet, M. le Curé a pris la peine de monter en chaire, peu après la publication de notre article, pour mettre ses paroissiens en garde contre les débits clandestins. M. le Curé s'est plaint du nombre d'ivrognes rencontrés dans les rues de Shawinigan Falls depuis quelque temps. Il a signalé, en particulier, certains débits de petite bière... très épicée, paraît-il. Mais alors, à quoi sert la prohibition, si les ivrognes demeurent, n'est-ce pas pour leur bénéfice qu'elle a été édictée?

Eh bien! non, ce n'est pas pour les "soulards" que la prohibition est faite, elle l'est seulement pour les bons citoyens laborieux et sobres qui se contentaient de prendre un verre de bière ou de liqueur après leur journée de travail. Ceux-ci ne chercheraient pas les bouges et les trous pour étancher leur soif; seuls les vrais ivrognes le font. Et les ivrognes boivent autant qu'avant et l'honnête homme est privé d'une boisson rafraîchissante, saine et nourrissante dont il ne faisait usage qu'avec modération.

Nous sommes persuadés que M. le Curé de Shawinigan Falls est reconnaissant au "Monde Ouvrier" pour n'avoir pas craint de dénoncer le vice tel qu'il existe. Les restrictions inhérentes à son ministère l'empêchent de pouvoir signaler le mal dans tous ses hideux détails, il ne peut parler et agir qu'avec ménagement, tandis que nous pouvons tout dire. Et nous le disons.

LA REORGANISATION DU MINISTERE DU TRAVAIL

L'entrevue que M. le commissaire Joseph Ainey a eue cette semaine avec le premier ministre et l'offre faite au représentant de la classe ouvrière dans l'administration municipale d'un poste dans le gouvernement de coalition, sem-

blent bien indiquer l'intention de Sir Robert Borden de réorganiser le ministère fédéral du travail.

Nous avons à maintes reprises exprimé nos vœux à ce sujet; nous n'avons point changé d'idée, à savoir que les intérêts ouvriers seraient mieux sauvegardés par un ouvrier que par un homme de profession libérale ou un industriel.

VOUS QUI VIEILLISSEZ!

N'avez-vous pas souvent soupiré en secret, après ce philtre magique, cet élixir de Jouvence qui vous conserverait l'éternelle jeunesse?

Le poète Goethe, nous montrant Faust vendant son âme à Méphisto pour retrouver sa jeunesse perdue, a voulu nous montrer par là quelle valeur inestimable représente la rénovation, la sauvegarde de la santé et des forces qui assurent, aux favorisés de la nature, une vieillesse heureuse et active.

Les anciens alchimistes ont vainement cherché cet élixir de Jouvence; les anciens magiciens ont travaillé en vain pour découvrir ce philtre magique. Il existe ce philtre magique de l'éternelle jeunesse — c'est le sang qui coule dans vos artères et qui, lorsqu'il est riche et pur, protège vos organes contre la déchéance organique, cette usure lente et certaine. Donc, pour conserver les attributs de l'âge en sa radieuse floraison, il faut assurer la richesse et la pureté de votre sang, et, pour obtenir ce résultat, rien n'égale l'usage constant et fidèle du célèbre



Vin ST-MICHEL

le plus puissant des reconstituants — le plus délicieux des vins toniques, riche en ces éléments essentiels à la vie qui servent à prolonger l'existence, en combattant ou en supprimant la déchéance sénile.

Employez-le vous tous qui avez dépassé la cinquantaine, et vous constaterez, dès les premières doses, sa merveilleuse puissance reconstituante.

Le VIN ST-MICHEL se prend à la dose d'un verre à vin avant les repas et chaque fois que le besoin s'en fait sentir.

BOIVIN, WILSON & CIE, Limitée, (Seuls Agents) 468, rue Saint-Paul Ouest, Montréal. EASTERN DRUG CO., Boston, Mass. (Agents pour les Etats-Unis).

VENTE IMPORTANTE DE SERVICES A DINER. EN SEMI PORCELAINE ANGLAISE DE HAUTE QUALITE A UNE REDUCTION DE 20%. Dupuis Freres LE MAGASIN DU PEUPLE 447-449 EST, RUE SAINTE-CATHERINE MONTREAL. Tél. Est 8000.



Goodwin's LIMITED

ENEZ au magasin voir l'excellente qualité de chandail que nous offrons.

Avec deux poches, col tempéré ou militaire et dans les couleurs suivantes:

GRIS — BRUN — OXFORD

Gris ardoise avec garnitures bleu marin
Brun avec garnitures tan
Bleu marin avec garnitures rouges
Etc. — Etc. — Etc.

Prix: \$3.50

LES CHARPENTERS GAGNENT

Les charpentiers-menuisiers employés par la "Atlas Construction Co.", qui s'étaient mis en grève, il y a quelque temps, ont repris le travail cette semaine, après que la compagnie ait consenti de faire droit à leur juste demande. Ils seront payés au taux de 50 cents de l'heure, comme dans les autres chantiers.

Les prix des vivres augmentent.

D'après les statistiques officielles du bureau fédéral des statistiques ouvrières de Washington, les prix des vivres ont augmenté dans une proportion de 32 pour cent depuis le 15 juillet 1916 à venir jusqu'au 15 juillet 1917. La farine a augmenté de 91 pour cent et les hommes de terre de 83 pour cent. La farine coûtait 125 p.c., plus cher en juillet 1917, qu'à la même époque en 1914.

PRINGLE ET HANNA

(Suite de page 1)

Quitte à relever ces prix si l'expérience prouve qu'ils ont été fixés trop bas. Ah oui, les producteurs écrieront. Les intermédiaires surtout vociféreront. Les spéculateurs aussi.

Ces deux premiers jusqu'à présent l'ont eue assez belle pour que pendant un certain laps de temps, jusqu'à ce que M. Hanna ait pu se renseigner entièrement (ce qui arrivera sans doute enfin), ils puissent faire ce sacrifice. Le peuple l'a fait assez longtemps. Aux producteurs et intermédiaires de faire leur part.

Quant aux spéculateurs, ils sont si peu intéressants, si peu dignes d'intérêt, voulons-nous dire, qu'il n'est nul besoin de les ménager jamais, mais surtout lorsqu'il s'agit d'intérêts aussi

considérables, aussi vitaux. Au contraire. Et si ces mêmes producteurs, intermédiaires et spéculateurs, (lisez aussi accapareurs) écrient, vocifèrent, hurlent, M. Hanna ne devrait pas les entendre, s'il n'entend pas la grande voix du peuple qui, elle aussi, écrie de son côté, écrie dévotement, implore, pourrions nous dire.

Mais non, le dictateur des vivres se renseigne, étudie. Et pendant ce temps la spéculation agit, se remue, les prix augmentent. Malgré l'abondance des patates, les prix restent à des taux excessifs. Notre bétail s'en va aux Etats-Unis, et le prix de la viande déjà élevé augmente encore. Les marchands de lait à qui le dictateur des vivres avait demandé un suris, se moquent de lui et augmentent leur prix sans tenir nul compte de ses recommandations.

M. Hanna, vous avez vu le cas que font de vos cris et de vos demandes, ceux que vous avez mission de surveiller. Vous pouvez juger qu'il serait temps d'adopter envers eux une autre tactique et d'employer celle de votre confrère M. Pringle.

Vous avez vu d'autre côté, comment se comporte l'ouvrier, comment il a consenti à bien des sacrifices jusqu'à présent. Mais croyez qu'il a assez de conseils maintenant. Il réclame des actes. Ne le décevez pas plus longtemps. La grangère est dans la plaie, évitez qu'elle ne se propage plus avant.

Ne craignez pas de sacrifier un membre pour conserver le reste.

Ne craignez pas de provoquer les cris de quelques-uns, pour éviter les clameurs terribles de la foule.

Dites vous que vous ne représentez pas les intérêts de quelques-uns, qui eux, ont de quoi manger et que le coût élevé de la vie ne gêne en rien, au contraire, mais que vous êtes chargé des intérêts de la foule, de ce peuple ouvrier qui compte des quantités d'enfants, espoir du foyer, dont la vie matérielle dépend de vos actes.

Allons, à l'oeuvre, M. Hanna. Abandonnez votre système. Il ne vaut rien. Et prenez celui de votre confrère M. Pringle. Il est plus radical, mais aussi plus sûr et plus efficace. Il a fait ses preuves.

Si non le peuple ouvrier pourra croire que vous ne voulez pas agir.

Un ouvrier qui souffre.

A LA CONVENTION DE LA FEDERATION AMERICAINE

Le président Foster y représentera le Conseil des Métiers et du Travail.

Plusieurs questions de grande importance ont été discutées à l'assemblée régulière du Conseil des Métiers et du Travail, jeudi dernier, entre autres la participation du Conseil à la Convention de la Fédération Américaine du Travail qui doit avoir lieu à Buffalo, le 12 novembre prochain, le contrôle du combustible, la nécessité d'établir des sociétés coopératives pour se protéger contre le renchérissement des vivres, et enfin la question de la réforme municipale.

Après un long débat, au cours duquel certains délégués prirent violemment à partie les officiers de la Fédération Américaine du Travail pour l'attitude prise relativement à la conscription et autres mesures de guerre, il fut décidé que des lettres de grâces seraient remises au Près. Foster, qui s'il en a le temps, pourra assister à la convention de Buffalo où il doit se rendre dans l'intérêt de sa propre organisation. Contrairement au désir exprimé par certains délégués, il n'a été donné aucune instruction spéciale au président qui usera de sa discrétion.

Le comité chargé d'étudier les moyens de réformer l'administration municipale a fait rapport recommandant le remplacement des deux corps actuels par un seul composé de 15 membres élus par tous les citoyens de la ville d'après le système de représentation proportionnelle, en tenant compte des deux races qui composent la population. Ce comité s'est prononcé contre les projets déjà soumis par le maire, l'échevin Tareot, le Board of Trade et l'Association des Citoyens. Le rapport a été renvoyé au comité qui continuera son étude jusqu'à la prochaine assemblée.

La question des subventions annuelles accordées par le Conseil à diverses institutions de charité a aussi été longuement débattue. Finalement, il fut résolu de se limiter aux quatre subventions de \$25 ordinaires au Royal Ed-

ward Institute, à l'Institut Bruchési, à l'Assistance Publique et au Protestant House of Industry and Refuge.

Le Conseil a approuvé la demande faite par le Conseil des Métiers et du Travail de Brantford, à l'effet que le gouvernement exproprie les mines de charbon et assure la distribution du combustible à des prix raisonnables.

Le président Foster et le délégué Girard ont été choisis pour représenter le Conseil à la prochaine conférence provinciale pour la formation d'un parti ouvrier, qui aura lieu à Montréal, le 3 novembre 1917.

Le comité spécial chargé de s'enquérir de la valeur d'une offre faite par un cultivateur de Lisgar Station de fournir des produits de la ferme à prix réduits, a fait rapport que l'offre en question n'émanant pas d'un producteur, mais d'un commerçant, elle ne pouvait être acceptée. Le comité a recommandé que les ouvriers forment des sociétés coopératives qui les aideront à se protéger contre l'exploitation des intermédiaires.

Deux officiers internationaux étaient présents à l'assemblée: M. Miller, président général des ouvriers en fourrures et M. McHugh, vice-président général des Pressiers. Ce dernier a expliqué les raisons qui ont motivé la grève qui se poursuit actuellement. La mauvaise foi des patrons est apparente. Depuis le mois de juillet, quand les demandes des ouvriers leur furent présentées, ils ont sans cesse retardé la conclusion de l'arrangement projeté. M. McHugh a déclaré que la grève serait de courte durée, plusieurs imprimeurs récalcitrants ayant promis de signer le contrat sous peu.

M. Miller a expliqué que la grève des ouvriers en fourrures n'est point terminée. Une armistice de 5 jours expirant le 19 courant, avait été déclarée. Si à cette date aucun arrangement n'est conclu, dit M. Miller, les hommes quitteront de nouveau le travail et resteront dehors jusqu'à ce que justice leur soit rendue. Jeudi soir, les négociations entre le comité des cinq, représentant les ouvriers et les représentants des manufacturiers n'avaient fait aucun progrès.

Les nouveaux délégués suivants ont été admis à siéger: James Drury, Local 176, Typographical Union; John Wolfe, International Moulders' Union.

ASSEMBLEE DU PARTI OUVRIER

Il y aura une assemblée spéciale du Comité Central du Parti Ouvrier, dimanche le 21 octobre, 1917, à 10 hrs a.m. au Temple du Travail, pour nommer deux délégués à la convention pour l'organisation d'un parti ouvrier national.

Tout les délégués sont priés d'être présents.

AVIS AUX CAMIONNEURS

Les camionneurs sont priés d'assister à l'assemblée qui aura lieu dimanche, le 21 octobre prochain à 2 heures de l'après-midi, au Temple du Travail, 303 rue St-Dominique.

Le but de l'assemblée est de parfaire l'organisation et d'élire les officiers.

M. M. E. Alarie, organisateur de la Fédération Américaine du Travail, sera présent.

ÇA ET LA AU CANADA

Une campagne active. Le Parti Ouvrier Indépendant de la province d'Ontario poursuit une campagne très active en vue de la prochaine élection fédérale. L'organisation se parfait tous les jours et un grand nombre de candidats ouvriers seront sur les rangs dans la prochaine lutte électorale.

Pour assister aux assemblées. La proposition faite par l'Union typographique d'Edmonton, d'élever le taux de ses cotisations et en même temps de rembourser la somme de 75c pour chaque acte de présence aux assemblées, a été adoptée finalement par la grande majorité des membres.

Un tribunal d'arbitrage. Les négociations entre la compagnie du C.P.R. et ses conducteurs, entamées il y a deux mois, n'ayant abouti à aucune entente, les deux parties ont décidé de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage. Demande à cet effet a été faite au ministère du travail.

Grève de sympathie. Agissant en sympathie avec les membres de l'union des charpentiers de Calgary, les poseurs de briques de cette ville ont quitté le travail mardi dernier. La raison est que les charpentiers unionistes avaient été remplacés sur les chantiers par des "scabs".

INSTITUT GAUBE (Incorporée)

CLINIQUE

Pour la cure des maladies chroniques, maladies nerveuses, système digestif.

Maladies du Système Génito-urinaire, tuberculose, maladie du pouton et du coeur

Département spécial pour le **TRAITEMENT DES ALCOOLIQUES** et des habitudes aux drogues.

Laboratoire pour injections de 606, 914 et analyse du sang. Chambres privées pour malades et convalescents.


Les portes de l'Institut sont ouvertes de 2 à 4 h. p.m. et de 7 à 9 h. du soir.

1219, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL (Près Mont-Royal).
Téléphone: SAINT-LOUIS 8019.

VOTE AGAINST PROHIBITION!

DEMAND **Personal Liberty** IN CHOOSING WHAT YOU WILL DRINK

Ask for this Label when purchasing Beer, Ale or Porter, As a guarantee that it is Union Made




DEMANDEZ LA BIERE POPULAIRE **ASK FOR THE POPULAR BEER**

MOLSON

Brassée à Montréal depuis **131 ANS** Brewed in Montreal since **131 YEARS**

Quand Vous Achetez un Cigare VOYEZ A CE QUE CE LABEL SOIT SUR LA BOITE



WHEN BUYING A CIGAR SEE THAT THIS LABEL IS ON THE BOX

Dawes BLACK HORSE Ale AND Porter

THE TWO BEST BEVERAGES

The National Breweries, Limited

BEURRE

Aux Consommateurs de Montréal

Nous avons décidé vu la grande rareté du beurre de fabriquer quelque

100,000 LIVRES DE BEURRE POUR CONSERVER FAITES VOTRE PROVISION

Nous commencerons à fabriquer avec de la crème reçue dès aujourd'hui et nous continuerons la fabrication jusqu'à l'époque où les vaches seront établies pour l'hiver.

Toute la crème que nous recevrons sera pasteurisée et le beurre qui sera fabriqué avec cette crème sera un beurre de qualité supérieure. Bien plus, nous garantissons qu'il n'y a pas à Montréal ni même dans tout le Canada un beurre supérieur au nôtre.

Nous garantissons également que notre beurre fabriqué avec de la crème pasteurisée d'octobre conservera jusqu'au printemps son arôme délicat et sa saveur exquise.

MODE DE VENTE

Afin de vous assurer votre provision de ce beurre de choix, veuillez remplir et signer le coupon ci-dessous et nous le retourner immédiatement par maille ou directement à notre manufacture. Ceci est très important, car nous cesserons d'accepter de nouvelles commandes aussitôt que les coupons en mains couvriront le volume de notre fabrication.

Nos prix sont les suivants :

Beurre en tinettes de 30 livres	49 1/2c
Beurre en tinettes de 50 livres	49c
Beurre en tinettes de 70 livres	49c
Beurre en pains d'une livre	49 1/2c

DATE DE LIVRAISON

Nous emmagasinerons votre beurre dans nos entrepôts frigorifiques jusqu'au mois de novembre, ou jusqu'au moment où la température sera assez froide pour vous permettre de recevoir votre provision et de la conserver chez vous dans un endroit frais: de cette manière, vous serez assurés d'avoir un beurre extra qui se conservera jusqu'au printemps.

Nous vous aviserons par carte postale de la date de livraison et du montant que vous aurez à payer à nos livreurs. Nous vous confirmerons par lettre la réception de votre coupon de commande.

COUPON

Montreal Dairy Co. Limited, 290 Ave Papineau, Montréal.

Messieurs:—Veuillez me réserver la quantité de beurre mentionnée plus bas pour laquelle je m'engage à vous payer sur livraison la somme de \$.....

..... Tinette de 30 livres à 49 1/2c la livre \$.....

..... Tinette de 50 livres à 49c la livre \$.....

..... Tinette de 70 livres à 49c la livre \$.....

..... livres en pains d'une livre à 49 1/2c la livre. \$.....

Signé.....

Adresse.....

V. T.

MONTREAL DAIRY COMPANY, LIMITED
290 Avenue Papineau, Montréal.

TABAC STAG A CHIQUER

"Continuellement bon"



ENCOURAGEZ
NOS ANNONCEURS

Ceux qui n'annoncent pas dans
votre journal ne désirent pas votre clien-
tèle. Ne les forcez pas à l'accepter.



PATRONIZE
OUR ADVERTISERS

Merchants who do not advertise in
your paper do not want your trade.
Do not force it on them.

INSTALMENT PLAN AND ADVERTISERS

Seductive bait in the big ads from all parts of the city.

Some weeks ago in touching upon the peril of instalment plan buying, reference was made to advertising being so pulling that it distorted the judgement of the buyer sometimes and thirty cents look like thirty dollars when reading such ads as we will quote here. Just imagine this one: "The value of a dollar has never been as big as now; come in. We can furnish a flat, a castle or anything"; "Goods stored until wanted"; etc. Then another: "Free! Free! This fine china set given away with so many dollars worth of purchasing; cash or credit"; "Ladies, attention; one dollar or two down will buy your clothing for the winter." Think of that now. Then this choice tit bit is a winner "Honey homes made by the money saving so and so's way." Some woman wrote that you may be sure continuing "Thousands of wives now find home (!) — God help us — a happier, brighter place in which to spend their lives.— Help! Help! Thousands of husbands anticipate more keenly than before the home coming." Actually in the Star the other night Ye Gods and little fishes. Certainly the husbands do anticipate the home coming, but what a home with that collector still staring him in the face, with gloom of debt his unbidden guest wherever he goes. The ad went on to say to the home furnishing plan which enables ANYONE — mind you anyone — to buy artistic and tasteful furniture at moderate prices and ON EASY TERMS OF PAYMENT. "These two lines hit me rather hard: "Matchless in service." "Unequal in economy." Then talk about camouflage in the war. Nothing can beat these ads. Here's another So and so's light leads to the path of truth "Easy gradual payments. — How beguiling! — Convenient terms of payment arranged". Who is it that creates these seductive, oily words that have such Satanic influence upon young people?

These geezers are wiseheims. They are not lunkheads or loons to go fishing in a pond where there are no suckers. Take the young cigarette, he of the watery eye and nervous hitch — but married and poor. These ads hit him squarely between the eyes and he is the kind who is expected home on Saturday with his little ten or fifteen dollar roll and does not arrive until late at night with five or six spent on booze. He's the kind that lands in the clutches of the instalment plan. Oh! Ah Ha! and likewise Tee Hee! This reminds me of a story. Bill Crissey, actor and play writer, wrote a piece once where the principal character is an editor. A person came along one fine day and applied for a position. The editor wants to hire this person to be editor in chief but the individual explains: "I have no education"; and the answer is: "Oh! Hell! you don't need no education to run a newspaper". Perhaps that is so. Perhaps not. There is a moral in that somewhere, but I have no time to work it out just now. This is told in self protection from the instalment plan advertisers, because they might think we were jealous at not getting their ads. What I am getting at is that the ads are a pretty fair index of the mental qualities of the subscribers. It must be so. It's the ads that do the trick just like the big fly that was biting a mule and a kindly passerby jumped out and swatted it. The driver drawled out: "Why did you do that? you Durn fool that was the only thing that made him wunt". So it is advertising that makes the instalment mare to go but those "Honey homes" are not existing while the rope of debt is tied about the feet of the young couples. The advertisers themselves chuckle when they read it. I remember once of writing ads for a trading stamp concern and we used to roar at the circus touches in the catalogues which luckily were soon put out of business.

I will venture the statement that ninety-five per cent of marital troubles, that is quarrelling between man and wife, have arisen through some form of instalment plan which brings in its trail utter misery because love flies out the window as soon as unreasonable debt and instalment step inside the house. The gambling machines of the city are no worse than these ads are which lure families to their doom. Money lending has been out into this city, but this is money lending at 25% interest and in some case larger rates. Clothing, pianos, gramophones, books, furniture, etc., all come under the ban and remember we are not attacking any single firm but just the system which is an odious approximation and a blight on our civilization. It drives men to crime and women to despair and some legislation surely ought to be brought forward to protect the working men and women from the clutches of vultures hiding behind the instalment plan.

C. D. C.

IMMIGRANTS AND TRADE UNIONS

By the Rev. Charles Stelze.

"This dagos is just spilin' this country for us American," said a patriot, recently. This remark reveals some interesting phases of the immigrant problem.

Four hundred years ago the original American—the Indians—looked down with disfavor upon the coming of "foreigners", and they gave pretty strenuous evidence of this disapproval. Ever since that time, history has been repeating itself. Those whom the Indians hated, scorned the "riffraff" which followed them. This in turn despised the Germans, the Germans could not tolerate the Irish, the Irish will fight the Italian, and already the Italian considers himself superior to the Slav.

But each incoming race has succeeded in lifting itself out of the ditch, until to-day it is difficult to distinguish the foreigner from the real American. The intermingling of the races has actually resulted in a better type of manhood than would have been possible in the pure stock. The ideal man will one day come out of this mixture of blood.

It is generally supposed that the foreigners who have been pouring into our country during recent years really dominate the political and economic life of the nation. As a matter of fact, the percentage of foreign born in the United States was practically the same in 1910 than it was forty years before. It is true that there are many more foreigners in America, and that in some cities the percentage are greater, but as a whole the American is holding his own in the matter of equal representation.

There is practically no danger to the economic life of the nation through the coming of the foreigner. At any rate, the danger is no greater than it was forty years ago. There are other dangers in our social and in our political life, but safety from them depends more upon the American than it does upon the immigrant. The American must show the immigrant how to make the most of himself. In this task the trade union can help immensely. Indeed, the trade union already touches the immigrant, directly, as no other organization does. Here is a job which should engage the attention of the best statesmen in the labor movement.

A LABOR MAN IN UNION GOVERNMENT?

Judging by the offer made to Brother Jos. Ainey, Sir Robert Borden is seeking the sympathy of Organized Labor on the eve of a general election. It is not a bad policy at all, but coming a little late.

The cooperation of the workers did not matter to "win the war" but it seems as if it were necessary to "win the votes".

We already expressed our views on the subject and we still think that none can take better care of the interests of the working class than a workingman. At any rate we could not easily get worse than we have got at present. Old "Willie" may be well intended, but he is really too "high tone" to be a minister of labor, even in a tory government.

A. F. OF L. EXECUTIVE IN YEAR 1895 IS KILLED

Globe, Ariz., Oct. 19. — John McBride, president of the A. F. of L. in 1895 and former president of the United Mine Workers, died here of injuries received when he was struck by a runaway horse. Deceased was 61 years old and at the time of his death was acting as a federal department of labor mediator. He was an Ohio man and served as state labor commissioner there, and in the Ohio legislature. He has resided in Arizona for the past several years.

Deceased was elected president of the A. F. of L. at its Denver convention in 1894, and was the only person who ever broke Samuel Gompers' successive elections as president of that organization.

U. S. TO SELL SEED

Washington, Oct. 19.—Inaugurating the department of agriculture's first undertaking for the sale of seed to farmers, as provided by the food production law, Secretary Houston has authorized the purchase of 25,000 bushels of seed corn for sale to farmers in the southern and northern states in the counties of that state where this year's corn crop failed.

The seed will be bought at market prices and sold at cost plus the expense of distributing.

THE CIVIC GOVERNMENT

All citizens agree upon the advisability of abolishing the dual system. — The different plans submitted. — The election of one body at large under proportional representation with the privilege of recall, is best guarantee for working class.

"The City of Montreal is not bankrupt," says Sir Lomer Gouin. "Surely not," repeats the aldermen after him. Nevertheless, the civic treasury is empty, and there is not a copper left to meet the three million deficit due to the extravagance of the past and present administrations.

The city may not be bankrupt according to the exact sense of the word, for its assets are larger than its liabilities, but nobody can deny that it is going deeper and deeper into debt and that it cannot meet its present obligations. Therefore the situation is serious enough to be attended to immediately. As a matter of fact it has been bad for quite a number of years, while the people paid but little attention to it. Different methods have been used with little or no improvement. As long as money could be borrowed, there was no immediate danger, but now that the borrowing power is exhausted and credit is denied, the city fathers and the people themselves are getting somewhat nervous. They all realize that another change is necessary.

Last year, shortly after the closing of the session of the Provincial Legislature at which the present system of civic administration was decided upon, The Labor World said: "Will the new method of administering the city by a board of Control and twenty aldermen make the situation any better? It does not look like it. Judging from the list of candidates, the new administration will probably be worse than the old". We had guessed right, and every citizen in Montreal at present is absolutely convinced that the dual system is a failure and must be abolished. The lack of cooperation, the antagonism existing between the two bodies, are among the causes of this failure, and the same antagonism will exist as long as there will be two bodies, no matter whom they represent, how they are elected, or what powers they may possess.

Then what shall the single body be? A representative body elected by the people, an independent commission selected by the Legislature or a board of management named by the capitalistic interests.

Several projects have been brought

forth. Mayor Martin wants the old aldermanic committee system which was so severely condemned by Judge Cannon. Alderman Turcot favors a change in the electoral method by which a certain number of the representatives would be elected by the proprietors and the balance by the tenants. The Board of Trade asks for a commission to be appointed by the Provincial Government. The Chamber of Commerce urges the division of the City into twenty wards, and the election of five additional members by the proprietors at large. Then the Citizens Association comes with its manager scheme including a board of supervisors composed of three Judges of the Superior Court, and representatives of railways, banks and various bodies such as the Board of Trade, the Civil Engineers' Society, but no labor organization. The system old aldermanic committees has been discarded after the Cannon inquiry and for this reason is not commendable, nor is that suggested by Alderman Turcot if it leaves the door open to the same kind of disputes that have disgraced the civic administration since 1910. The same may be said of the proposition of the Chamber of Commerce.

As for the idea of disfranchising the people such as is urged by the Board of Trade, we cannot endorse it until it is proven that the people are unable to elect competent and honest representatives to administer their affairs.

There remains the project of the Citizens Association which we must say is by the most ridiculous scheme ever got up by this organization so far. Imagine the judges of the Court of Appeal administering the City in conjunction with the president of the C.P.R., and the head of the St-Jean-Baptiste Society. Why not the St. Georges Society, or St. Patrick's, or the Knights of Columbus and the Royal Arcanum, the Elk, the Moose and a few Daughters of the Empire. The Judges cannot attend to their own business, what is the use of giving them more work. And then what do they know about the administration of a city? The plan of the Citizens' Association is not acceptable and will

certainly not be accepted by the Legislature.

The working class has repeatedly asked for the election of the representatives by the citizens at large, with grouped constituencies and proportional representation.

We still believe that this is the only way to secure competent and honest men, and at the same time give to every class, and every nationality, the representation to which it is justly entitled.

We reiterate what we said in our issue of March 25th 1916, namely that "As long as the ward system shall exist the aldermen will be the playthings of professional intrigues and political wire pullers. However honest he may be, however scrupulous, however disinterested, the ward alderman will be forced, by the principle of self preservation, to neglect the interests of the city at large in order to obtain special concessions for his own ward, the voters of which are his electors. From this system springs compromising acts and suspicious deals." These compromising acts and suspicious deals have been marked out by Judge Panneton in his report on the Drolet street transaction.

THEFORE WE SUGGEST THAT THE CITY BE ADMINISTERED BY ONE BODY OF NOT LESS THAN SEVEN AND NOT MORE THAN TWELVE MEMBERS ELECTED BY THE SYSTEM AT LARGE UNDER THE SYSTEM OF PROPORTIONAL REPRESENTATION.

In order that the ratepayers may exercise a better control on their representatives, after they have been elected, we further suggest that they be subject to recall on the request of 20 per cent of the voters. The "recall" clause is working well in the United States and there is no reason why it could not give us effective results here.

We may add that the method of a preliminary election such as exists in the United States, or the balloting as operated in European countries may further improve local conditions. This is merely a suggestion which we think is well worth being studied.

STRANGE COINCIDENCE

When reading the reports of the pressmen's strike in the big dailies, one would think that it was made to order.

It looks queer that all the reporters would have met together on that day to agree on the one phraseology.

Of course, the report said the workers were at fault, and then some workers will still give their preference to these papers rather than patronize their own. It's a matter of taste. Bad taste.

FIXING MINIMUM PRICE FOR COAL

One good move at last. The fuel controller has ruled that profits on coal shall not exceed 50 cents per ton.

But what about the statement made some time ago by Food Controller Hanna, that the fixing of minimum prices for the different commodities would ruin the country.

Evidently Mr. McGrath has quite a different opinion than his colleague. Who is right? We'll bet on McGrath.

IGNORED CLAUSE UNTIL HUNTER CAME

General organizer of Painters and Decorators scores new success in Montreal.

As a result of the visit of general organizer James Hunter of the International Brotherhood of Painters and Decorators to our city this week, none but union men are now employed for the painting and decorating of the new Loew's theatre which is being built by the Atlas Construction Company on St. Catherine street west. According to Mr. Hunter the Loew Corporation have made it a rule that none but union men shall be employed in the construction of their playhouses throughout America, and a clause to that effect is included in every contract given out by the corporation. It appears that in the case of the Montreal theatre, the fault laid with the sub-contractor, who not being informed of the existence of such a clause engaged several non-union men. Upon being informed of the fact, Mr. Hunter called immediately upon the contractor, and in conjunction with Business Agent Joe Wall, had the matter fixed up without difficulty.

Mr. Hunter, who has made a successful tour in the Province of Ontario, left Montreal on Wednesday to go further East. After a trip through the Maritime Provinces he will come back to Montreal where he hopes to stay long enough to address the various locals of the craft. On the eve of his departure he addressed local 359 and he was given a very enthusiastic reception.

Mr. Hunter called at the office of "The Labor World" before leaving for the eastern provinces and expressed his satisfaction for the very cordial reception he was tendered everywhere since his arrival in our city. "I regret I could not see all the boys, he said, but tell them I'll be back soon."

Brother Hunter looks like a hustler, and we are sure he's one.

J. T. FOSTER WILL ATTEND BUFFALO CONVENTION

Delegates to Trades and Labor Council criticized officers of the American Federation of Labor for their attitude regarding conscription.

After a lengthy debate in the course of which the attitude of the officers of the American Federation of Labor in regard to conscription and other war measures was severely criticized, the delegates to the Trades and Labor Council, at their regular meeting, on Thursday, decided to send a representative to the American Federation of Labor convention to be held at Buffalo, on November 12, in the person of president J. T. Foster. The latter, however, will not attend the whole convention, but will simply take advantage of a short sojourn in that city in connection with the business of his own organization to appear before the convention if he has sufficient time to do so. Several delegates insisted upon giving special instructions to president Foster, in view of the conflicting attitude of the International body, but it was argued that president Foster enjoyed the full confidence of the Council and such restrictions were superfluous.

President Foster and delegate Girard were elected to represent the Council at the coming Provincial Conference, for the organization of a Labor Party, to be held at Montreal, on November 3. The usual \$25 annual grants to the Royal Edward Institute, the Assistance Publique, Institut Bruchesi and the Protestant House of Industry and Refuge were voted.

The special committee on municipal affairs submitted a report on the work accomplished. The committee opposes the projects already submitted by the Mayor, Ald. Turcot, the Board of Trade and the Citizens' Association, and favors the administering of the city by a single body of 15 members elected by the citizens at large under the system of proportional representation; it further recommends that election day be declared public holiday. The report was sent back to the committee for further study.

President Miller of the International Fur Workers addressed the meeting, saying that if no settlement of the dispute that has been going on for the last 11 weeks is not arrived at on Friday, Oct. 19, at which time the 5 days trade will have expired, the workers would quit again and carry on the fight to a finish.

CART BEFORE THE HORSE

New York, Oct. 19.—To provide nourishment for the thousands of underfed school children in this city, the association for improving the condition of the poor announces that it will establish a lunch room service in the public schools. A trade unionist suggests that the association has the cart stand for a horse and that it should stand for a living wage that fathers could feed their children.

But, of course, this would never do. The professional charity industry must be protected.

THE PRESSMEN'S STRIKE

Vice-President McHugh issues statement as to the responsibilities for present dispute.

There appeared a statement in the newspapers this week, in regard to the job pressmen's strike which tends to represent the workers as the party responsible for the dispute.

In order that the public may be thoroughly acquainted with the actual facts, we are glad to publish the following declaration made by Vice-President McHugh, of the International Pressmen's and Assistants' Union, at the regular meeting of the Trades and Labor Council on Thursday evening.

1.—The contracts were submitted to all employing printers on July 6th, 1917. It was the first increase offered for 6 years.

2.—The Montreal Pressmen and Assistants had the poorest wages and conditions of any city in the Dominion.

3.—The employing printers and bookbinders' association would in no way recognize our Union until August, when we insisted that some action be taken, at which time they appointed a Committee who reported favorably on a certain wage but the committee having no power, the recommendations were rejected.

4.—The Printing Pressmen's Union No. 52 requested that the matter of wages be submitted to arbitration and our records will show that they again delayed another month. We then notified them that unless their arbitrators would meet we would proceed to make agreements with such Employing Printers that were willing to deal fairly with the Union.

5.—Certain offices in the city and namely the Herald Press Ltd., the Federated Press Ltd., the Canadian Loose Leaf Co. Ltd., and the Mercantile Printing Co. ("The Labor World") met with the committee and we worked out the present agreement which is a compromise from the original demands of the organization, and which per our letter to the Association, Aug. 18th, would be the established contract.

6.—It now appears that the most objectionable clauses in the agreement are those submitted to us by the Association under the date of August 7th, 1917.

7.—Under the laws of the International Printing and Pressmen's Union the foreman is the recognized authority in the pressroom and this law is observed in all cities having contracts with us and has been in operation in the large pressrooms of this city. A great number of the offices in this city have entered into this agreement with us and we feel positive as to the successful conclusion of this strike as we have offices signing up with us daily.

8.—Prior to the meeting at which the strike vote was taken the Association shops tried to get the men to agree as individuals, hence the positive action of the organization on the matter.

9.—Our committee at this time are attempting to adjust a wage scale for our newspaper Web pressmen and we feel sure that the matter will be adjusted satisfactorily and that we will not receive the same treatment accorded us in the commercial end.

WAR AND TOBACCO

Not satisfied with the prohibition of drinks, the professional reformers now wish to prohibit smoking.

Cassandra is speaking through many mouths these days, prophesying dire peril to the nation. Lately her speech moved the distinguished president of the "Non-Smokers' Protective League of America" to petition the president of the United States to save the country from the sure defeat that will follow the use of cigars, cigarettes, and pipes, by its soldiers. The learned doctor avers:

The safety of the individual and the victorious culmination of a mighty struggle for the supremacy of vital principles demand the abolition of a practice that lessens muscular strength fourty-four per cent, exerts a specially deleterious influence of the heart... not infrequently causing sudden death.

In view of these astounding figures small wonder that the petitioner considers tobacco-growers as "lead-wasters" who should be threatened like alien enemies.

And chocolate is quite as bad! Even the tender Kaiser, who is making every sacrifice for his warriors, has forbidden the vile stuff to the soldiers.

This in all seriousness from a patriotic American! Truly safe and distant concern for the army mothers strange fancies. Far from the shrieking shell the zealous patriot acts coolly and decides what is good and what is bad for those who are playing with death. With unerring judgment he concludes that little comforts which cheer heavy hearts must be forbidden the soldiers by order of the Commander-in-Chief of the army and navy. The nation who doomed else, and the patriot with it. It is too bad that the men in the trenches and the surgeons at the front cannot express their opinion of their twaddle. Their language would no doubt be inelegant, but their views would be sound.

This whole incident would not be worthy of notice, did it not point to a growing tendency which is working itself out in various forms of fanaticism, like absolute prohibition of alcoholic beverage and tobacco. A persistent and unwise minority, forgetful of the rights of the majority and oblivious of the fact that men cannot be dragged into virtue, clamor for executive orders and legislation that defeat the purpose in view. Unfortunately such men triumph in the end, only to take to cover when the inevitable reaction against unnecessary and unpopular laws sets in. Let the smokers smoke, cigars, if they can get them, cigarettes if they like them, pipes, if nothing else is at hand. And let the poor drink a glass of beer at lunch. It will cheer his heart and probably save his wife from many a gruff rebuke.

CHILDREN IN WAR TIME

Washington, Oct. 19.—War work for babies, which resulted in lowering the infant death rate in Great Britain, France, Belgium and Germany, is described in a pamphlet issued by the federal children's bureau, department of labor.

The special features of the work have varied in different countries. In England there has been a striking increase and there has been a striking increase in the number of health visitors employed to instruct mothers in the care

of their babies and young children. Information regarding Germany is available only for the first 18 months of the war. The outstanding feature of the work in Paris seems to be the increased provision for maternity care, and in Belgium the establishment of canteens for the feeding of mothers and of young children.

The chief preventive measure for protecting babies, it is stated, is to insure their intelligent care and nursing by healthy mothers in their own homes.



FLOORCOVERINGS

These are all new rugs and the only reason we are able to sell at these prices is because they were bought over one year ago and we have just received them.

CONGOLEUM RUGS

These rugs lay flat, look good, are easily kept clean and wear like iron. A very serviceable and economical rug which admirably takes the place of the old priced tapestry and brushed rugs.

SIZE	PRICE	SIZE	PRICE
1 yard square75	3 yards x 2 yards . . .	6.50
1 yard x 1 1/2 square . . .	1.15	3 yards x 3 yards . . .	11.00
1 yard x 2 square	1.50	3 yards x 3 1/2 yards . . .	12.00
1 1/2 yard	1.75	3 yards x 4 yards . . .	12.00
		1 1/2 yard x 2 yards . . .	2.25

IMPORTED RAG RUGS

Now that all tapestry Rugs are costing over twice as much as two years ago, these beautiful Imported Rag Rugs will surely appeal to the discriminating buyer. They are Artistic and come in pretty colors which are guaranteed fast and washable.

SIZE	PRICE	SIZE	PRICE
18 inches x 36 inches . . .	\$.69	36 inches x 63 inches . . .	\$2.49
27 inches x 54 inches . . .	1.69	4 1/2 ft. x 7 1/2 ft.	5.49
6 ft. x 9 ft.		3 yards x 3 yards . . .	\$ 8.49 to \$10.95
8 ft. x 10 ft.			12.99 to 17.75
9 ft. x 12 ft.			14.99 to 24.25

ALMY'S — Second Floor Up — Mail Orders Filled.

Couvertures de Planchers

Ce sont de nouveaux tapis et la seule raison pour laquelle nous pouvons les vendre à ces prix est que nous les avons achetés il y a plus d'un an quoique ne les ayant reçus que dernièrement.

TAPIS CONGOLEUM

Ces tapis s'étendent bien à plat, paraissent bien, se gardent facilement propres et durent comme le fer. Un tapis très économique et de long usage qui remplace avantageusement les anciens tapis de tapisserie ou brochés.

GRANDEURS	PRIX	GRANDEURS	PRIX
1 verge carrée	\$.75	3 verges x 2 verges . . .	6.50
1 verge x 1 1/2 verge . . .	1.15	3 verges x 3 verges . . .	11.00
1 verge x 2 verges	1.50	3 verges x 3 1/2 vgs . . .	11.00
1 1/2 verge carrée	1.75	3 verges x 4 verges . . .	12.00
		1 1/2 verge x 2 verges . . .	2.25

TAPIS IMPORTES

Maintenant que les tapis de tapisserie coûtent deux fois plus qu'il y a deux ans, ces magnifiques tapis importés attireront sûrement l'attention des acheteurs. Ils sont artistiques, les couleurs en sont belles et garanties lavables et de bon teint.

GRANDEURS	PRIX	GRANDEURS	PRIX
18 pouces x 36 pouces . . .	\$.69	36 pouces x 63 pouces . . .	\$2.49
27 pouces x 54 pouces . . .	1.59	4 1/2 pieds x 7 1/2 pieds . . .	5.49
6 pieds x 9 pieds			\$ 8.49 à \$10.95
8 pieds x 10 pieds			12.99 à 17.75
9 pieds x 12 pieds			14.99 à 24.25



ALMY — Deuxième Etage — Commandes par la poste remplies.

